

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Conjoncture : si les indices PMI officiel et Caixin-Markit s'accordent sur un secteur manufacturier en contraction en février, l'indice Caixin signale un rebond de l'activité tandis que le second pointe la poursuite du ralentissement

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Réglementation financière : la CBIRC renforce les mesures contre les activités d'arbitrage concernant les acceptations bancaires (commercial paper/banker's acceptance) ; les autorités chinoises réaffirment leur volonté de contenir les risques financiers en 2019

Ouverture financière : Mastercard créera une coentreprise avec NUCC pour entrer sur le marché de la compensation en Chine

Marché boursier : les fonds publics se précipitent afin de profiter du nouveau conseil d'administration de haute technologie

Réglementation : le gouvernement chinois a publié des règles plus strictes en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sur les banques

Réglementation : le CBIRC a ordonné aux sociétés d'assurance de renforcer la supervision sur les courtiers et les vendeurs de produits d'assurance

Marché boursier : le marché boursier chinois a enregistré un fort rebond depuis cette semaine ; MSCI a décidé de quadrupler le facteur d'inclusion des A-Shares de 5% à 20% dans ses indices

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relations US-Chine : un accord pourrait être proche

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Investissements : la Chambre européenne publie son positionnement sur le projet de loi d'investissements étrangers

Relations US-Chine : AmCham China publie son rapport de sondage sur le climat des affaires en Chine pour 2019

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Pharmaceutique : la Chine régule dans le domaine de la biotech suite au scandale sur les nourrissons génétiquement modifiés

Automobile : Hyundai envisage de réduire ses capacités de production en Chine

TIC : Huawei et Xiaomi présentent leurs téléphones 5G au World Mobile Congress (Barcelone)

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : la CoP 15 « biodiversité » aura lieu à Kunming (sud de la Chine)

Energie : publication du rapport « Charbon 2018 » de l'Agence internationale de l'énergie à Pékin le 25 février

Energie : projet de création d'une nouvelle compagnie chinoise de gestion des oléoducs et des gazoducs

Transports : le Conseil des affaires d'Etat a organisé une conférence de presse sur les transports le 28 février



Transports : réorganisation de la China Railway Corp.

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Economie : la croissance du PIB de Hong Kong en 2018 (+3%) a ralenti par rapport à celle enregistrée en 2017 (+3,8%)

Budget : le Secrétaire aux finances de Hong Kong, Paul Chan, a présenté le 27 février le projet de budget pour l'année budgétaire 2019/20

Economie : le PIB de Shenzhen dépasse pour la 1ère fois celui de Hong Kong



CONJONCTURE

Conjoncture : si les indices PMI officiel et Caixin-Markit s'accordent sur un secteur manufacturier en contraction en février, l'indice Caixin signale un rebond de l'activité tandis que le second pointe la poursuite du ralentissement

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin-Markit s'élève à 49,9, en février contre 48,3 en janvier (alors au plus bas depuis février 2016). L'indice PMI officiel s'affiche à 49,2 (au plus bas depuis février 2016) contre 49,5 en janvier. Pour mémoire, 50 est le seuil de démarcation entre croissance et recul.

Du côté de l'offre, les deux sous-indices de production manufacturière divergent aussi. Le sous-indice officiel chute à 49,5 contre 50,9 en janvier tandis que le sous-indice Caixin « augmente légèrement, contrastant avec la contraction de janvier ».

Les deux enquêtes affichent des résultats similaires concernant les nouvelles commandes. Les deux sous-indices des nouvelles commandes repassent au-dessus des 50 (à 50,6 contre 49,6 en janvier pour le sous-indice officiel), tirés par la « reprise de la demande intérieure » (selon le rapport Caixin-Markit) malgré la baisse du sous-indice des commandes à l'exportation. Le sous-indice officiel des nouvelles commandes à l'exportation tombe également à 45,2 contre 46,9 en janvier.

Néanmoins, les deux sous-indices s'accordent sur une contraction du marché de l'emploi. Le sous-indice officiel tombe à 47,5 contre 47,8 en janvier et le sous-indice Caixin « a continué de baisser en territoire négatif en raison d'efforts de réduction de coûts ».

En outre, l'indice officiel non manufacturier s'affiche à 54,3 en février contre 54,7 en janvier, largement tiré par la baisse du sous-indice de la construction (à 59,2 contre 60,9 en janvier). Le secteur des services, qui représente plus de la moitié de l'économie chinoise, a également légèrement reculé, passant à 53,5 contre 53,6 en janvier. L'indice *Caixin China General Services Business Activity* qui concerne le secteur des services sera publié le 5 mars.

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est axé sur l'industrie légère, tandis que l'enquête officielle est basée sur l'industrie lourde.



[Retour au sommaire \(ici\)](#)

BANQUE ET FINANCE

Réglementation financière : la CBIRC renforce les mesures contre les activités d'arbitrage concernant les acceptations bancaires (commercial paper/banker's acceptance) ; les autorités chinoises réaffirment leur volonté de contenir les risques financiers en 2019

Selon le journal *Caixin*, Wang Zhaoxing, le vice-président du régulateur bancaire et des assurances (CBIRC), a annoncé que des examens approfondis seraient effectués pour surveiller l'utilisation des nouveaux fonds et le coût de financement, promettant des sanctions sévères contre les banques et personnes engagées dans des activités d'arbitrage impliquant des acceptations bancaires. Cette annonce intervient après la publication de l'agrégat officiel de financement à l'économie réelle (« *Total social financing* », TSF) qui a augmenté à +10,4% (g.a.) en janvier contre +9,8% en décembre, marquant la première accélération depuis mi 2017. Si cette augmentation relève en partie de la bonne tenue des crédits bancaires en RMB (qui s'explique notamment par un effet de base favorable), elle a également été le fruit de la contraction moindre des financements via le système bancaire parallèle (ou *shadow banking*). En particulier, les *undiscounted banker's acceptances* n'ont reculé « que » de -8,81% en janvier contre -14,3% en décembre. En outre, les *on balance sheet bills* et les *undiscounted banker's acceptances* ont représenté 19,3% des nouveaux crédits à l'économie réelle en janvier.

La semaine dernière, lors d'une réunion du Conseil des Affaires d'Etat, le Premier ministre Li Keqiang avait signalé que si « le TSF avait augmenté de manière relativement importante, une analyse minutieuse montrait que cette accélération était largement tirée par l'augmentation des emprunts de court terme ». Il en a conclu que « cela pourrait non seulement conduire à des arbitrages et à une inactivité des fonds, mais aussi à de nouveaux risques cachés ». La PBoC avait alors souligné que les « commercial bills constituent un canal important de financement de l'économie réelle ».

La CBIRC a depuis indiqué que les emprunts à court terme augmentaient généralement en janvier, reflétant une liquidité abondante en d'année, dans la perspective du Nouvel An chinois. L'inspection de la CBIRC a révélé que la majeure partie de cette augmentation est « favorable à l'économie réelle » mais que « certaines activités d'arbitrage ont augmenté les coûts de financement et nuit à l'efficacité des nouveaux crédits ». De nombreuses banques auraient lancé des « investigations internes » en vue de d'identifier les activités d'arbitrage. Depuis, la PBoC a signalé que la « fenêtre d'arbitrage n'était plus ouverte », les taux des dépôts structurés étant revenus à « des niveaux rationnels ». En janvier, le taux moyen pondéré des *commercial discounted bills* avait reculé de 157 pdb, à 3,67%, niveau bien moins élevé que celui des emprunts bancaires ou des emprunts obligataires. Certains fonds ont été investis dans des dépôts structurés afin de tirer profit de l'écart entre les taux.

En outre, la CBIRC a réaffirmé le 25 février son ambition de contenir les risques et de continuer à surveiller « les créances douteuses (notamment en cas de ralentissement économique), les petites et moyennes institutions financières, le système bancaire parallèle, l'immobilier et la dette des gouvernements locaux et des entreprises d'Etat ». Le 22 février, lors d'une session de travail du Politburo, le président Xi Jinping a également réaffirmé que « la sécurité financière (*financial security*) constituait une partie importante de la sécurité nationale ». Il promet alors un « développement de haute qualité pour le secteur financier » avec une focale sur « l'amélioration des services financiers, la prévention des risques et le soutien de l'économie réelle ».

Ouverture financière : Mastercard créera une coentreprise avec NUCC pour entrer sur le marché de la compensation en Chine

Le 22 février, la chambre de compensation des paiements en ligne chinoise *NetsUnion Clearing Corp* (NUCC) a approuvé un plan visant à créer une coentreprise avec le géant mondial du paiement et de la technologie *Mastercard*. Ce dernier en prendrait le contrôle en détenant 51% de la nouvelle coentreprise, qui dispose d'un capital de 1Md RMB (149M USD). En outre, *Mastercard* déposera une nouvelle demande de licence permettant d'assurer la compensation des transactions par carte bancaire auprès de la *PBoC*.

Pour *Mastercard*, former une coentreprise avec *NUCC* dont les plus grands actionnaires sont la *PBoC* et la *SAFE* constitue probablement la solution la plus efficace pour entrer sur le marché chinois. Selon *Economic Information Daily*, *Mastercard* avait déjà demandé une licence d'accès au marché chinois des cartes bancaires en 2017 auprès de la *PBoC* mais a finalement retiré sa demande en juin 2018.

Le lancement d'une nouvelle coentreprise sino-étrangère aura pour effet de renforcer la concurrence sur le marché de la compensation en Chine suite à l'ouverture financière par le gouvernement chinois. Le marché de la compensation en Chine a longtemps été dominé par *UnionPay* - l'opérateur de réseau de cartes bancaires. Après l'ouverture du marché de la compensation des cartes bancaires en octobre 2014, le développement des activités de paiement d'*UnionPay* a été freiné par les plateformes de paiement en ligne en pleine croissance, telles que *Alipay* de *Alibaba* et *Tenpay* de *Tencent*, les deux géants du paiement en ligne, qui représentent aujourd'hui plus de 90% du marché de compensation.

En novembre 2018, la *PBoC* a déjà autorisé *Express (Hangzhou) Technology Service* - une coentreprise lancée par l'un des rivaux de *Mastercard*, *American Express* et une société de fintech chinoise, *Zhejiang Lianlian Group* avec une participation de 50-50 - à mettre en place un réseau de cartes bancaires.

Marché boursier : les fonds publics se précipitent afin de profiter du nouveau conseil d'administration de haute technologie

La consultation auprès du public sur le projet détaillé du nouveau conseil d'administration de haute technologie (*Science and technology innovation board*) vient de s'achever, les fonds semblant se hâter de préparer leurs produits financiers concernés et de demander l'autorisation auprès du régulateur des valeurs mobilières (*CSRC*). A l'heure actuelle, six sociétés de fonds ont déjà soumis leurs demandes d'agrément: *China Asset Management*, *Fullgoal Fund*, *E Fund Management*, *ICBCCS*, *Harvest Fund* et *China Universal Asset Management*. Au vu des produits financiers qu'ils s'appêtent à commercialiser, la quasi-totalité des fonds sont des fonds hybrides, à l'exception d'un seul, qui est un fonds-actions.

La *CSRC* a affirmé vouloir encourager les petits et moyens investisseurs à investir au conseil d'administration de haute technologie à travers les fonds publics. Selon le projet détaillé soumis consultation publique, les investisseurs individuels intervenant au conseil d'administration de haute technologie sont tenus d'avoir au moins 500 000 RMB sur leur compte et au moins 24 mois d'expérience de transaction des titres. Les investisseurs qui ne répondent pas aux critères de pertinence peuvent participer en achetant des fonds publics.

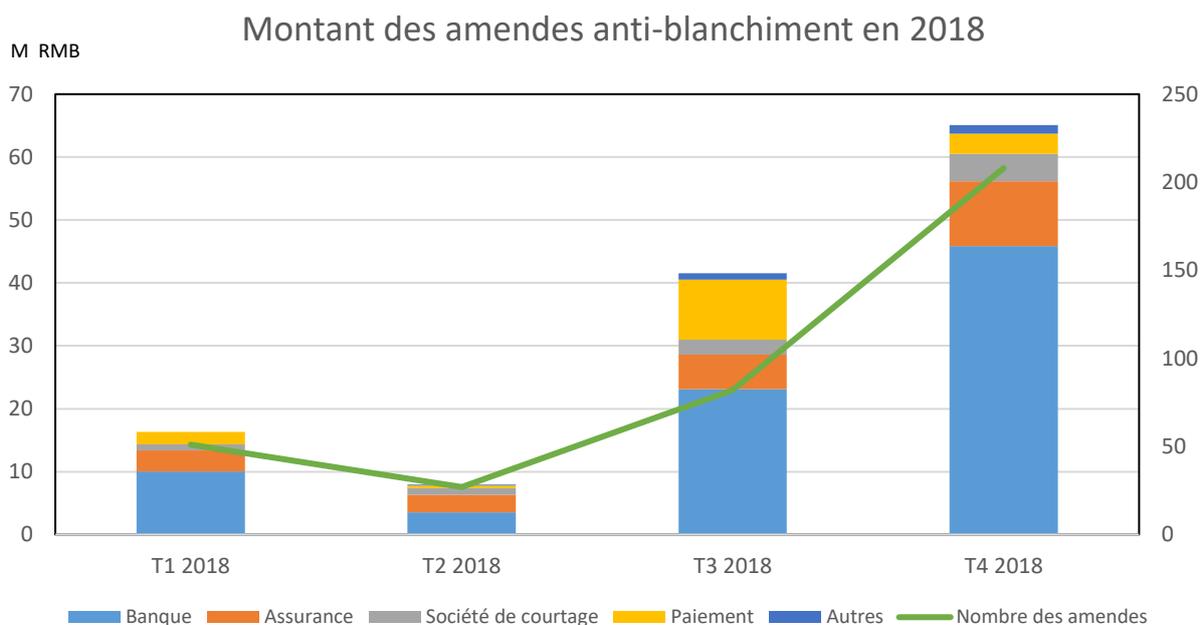
Pour mémoire, la Chine a approuvé un plan visant à mettre en place ce conseil d'administration rassemblant les sociétés de haute technologie à la Bourse de Shanghai en janvier 2019 sous l'initiative

du président chinois XI en novembre 2018, dans le but d’approfondir la réforme de l’introduction en bourse et d’élargir l’accès au capital pour les sociétés de haute technologie. (cf. Brève du 21/01/2019)

Réglementation : le gouvernement chinois a publié des règles plus strictes en matière de lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme sur les banques

Le régulateur des banques et des assurances en Chine (CBIRC) a publié son premier document ciblant les pratiques des banques en matière de lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme. Ce document met l’accent sur le suivi de l’origine des capitaux, la vérification des antécédents des actionnaires et des dirigeants, ainsi que la désignation des personnes spécifiques chargées de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les banques.

Les régulateurs financiers en Chine ont intensifié leur répression contre le blanchiment d’argent depuis 2017, date à laquelle le Conseil des affaires d’État a annoncé des directives s’inscrivant dans le cadre d’une stratégie nationale. C’est à partir du T3 2018 que la PBoC a renforcé la sanction sur le blanchiment d’argent en imposant au total 208 amendes pour un montant de 65M RMB, dont 147 amendes à 46M RMB au total pour les banques. En octobre 2018, la PBoC, la CBIRC et la CSRC ont publié conjointement des directives communes visant à élargir la surveillance du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme au secteur de la finance sur Internet en plein essor.



Sources : PBoC

Cette accélération de la lutte contre le blanchissement d’argent et le financement du terrorisme est probablement due à la quatrième évaluation mutuelle menée actuellement par le *Groupe d'action financière* (GAFI) afin de déterminer si le cadre juridique et institutionnel de la Chine permet de lutter efficacement contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme. Le GAFI est un organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme créé en 1989 à Paris. Aujourd’hui, le GAFI comprend 20 pays, dont la Chine qui a rejoint l’organisme en 2005. Les pays membres ne respectant pas les normes du GAFI seraient placés sur une liste noire et soumises à de sévères sanctions internationales, ou à une «liste grise» faisant l’objet de sanctions financières dans le monde entier. "La Chine

possède un système solide de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, mais devrait encore renforcer son intelligence financière", a déclaré le GAFI.

Ces dernières années, de nombreuses institutions financières chinoises ont été sanctionnées par des gouvernements étrangers pour la violation des lois sur le blanchiment d'argent :

| Année | Banque | Sanction |
|-------|---|--|
| 2016 | Industrial and Commercial Bank of China | plusieurs cadres supérieurs de la succursale de Madrid ont été arrêtés |
| 2016 | Agricultural Bank of China | imposition d'une amende de 215M USD par les Etats-Unis |
| 2018 | Industrial and Commercial Bank of China | imposition d'une amende de 6,2M USD par les Etats-Unis |

Sources : Caixin

Réglementation : le CBIRC a ordonné aux sociétés d'assurance de renforcer la supervision sur les courtiers et les vendeurs de produits d'assurance

Le régulateur des banques et des assurances en Chine (CBIRC) a indiqué le 26 février dans un avis que les assureurs seraient responsables de tout acte répréhensible commis par les courtiers et les vendeurs de produits d'assurance avec lesquels ils auraient signé des contrats de collaboration. Les assureurs sont tenus de faire rapport régulièrement sur les activités de leurs partenaires intermédiaires à la CBIRC, qui effectuera des inspections sur place auprès des intermédiaires d'assurance. Un développement régional déséquilibré et une concurrence féroce ont contribué à faire du secteur des intermédiaires d'assurance un secteur éclaté et non réglementé.

À fin 2017, il y avait près de 2600 intermédiaires d'assurance en activité en Chine, dont cinq grands groupes d'assurance (PICC, PINGAN, CPIC, TAIKANG et NCI) et plus de 200 agences nationales d'assurance. Les autres sont principalement des intermédiaires d'assurance régionaux et locaux plus petits qui n'ont généralement pas réalisé les résultats escomptés. Selon le *China Insurance Yearbook 2017*, les revenus de primes au total ont augmenté de 27,5% en 2016 à 3100Mds RMB (460Mds USD), mais les revenus de primes générés par les intermédiaires d'assurance ne représentaient que 7,2% du total. En 2018, 315 intermédiaires d'assurance ont été sanctionnés par la CBIRC pour avoir publié des faux états financiers, n'avoir pas divulgué des informations aux clients comme requis et avoir mené des activités d'intermédiaire d'assurance sans permis.

Marché boursier : le marché boursier chinois a enregistré un fort rebond depuis cette semaine ; MSCI a décidé de quadrupler le facteur d'inclusion des A-Shares de 5% à 20% dans ses indices

Suite à l'assouplissement de liquidité et à la décision du Président Trump reportant la hausse des taxes sur les produits chinois importés, les indices boursiers chinois ont enregistré un fort rebond cette semaine :

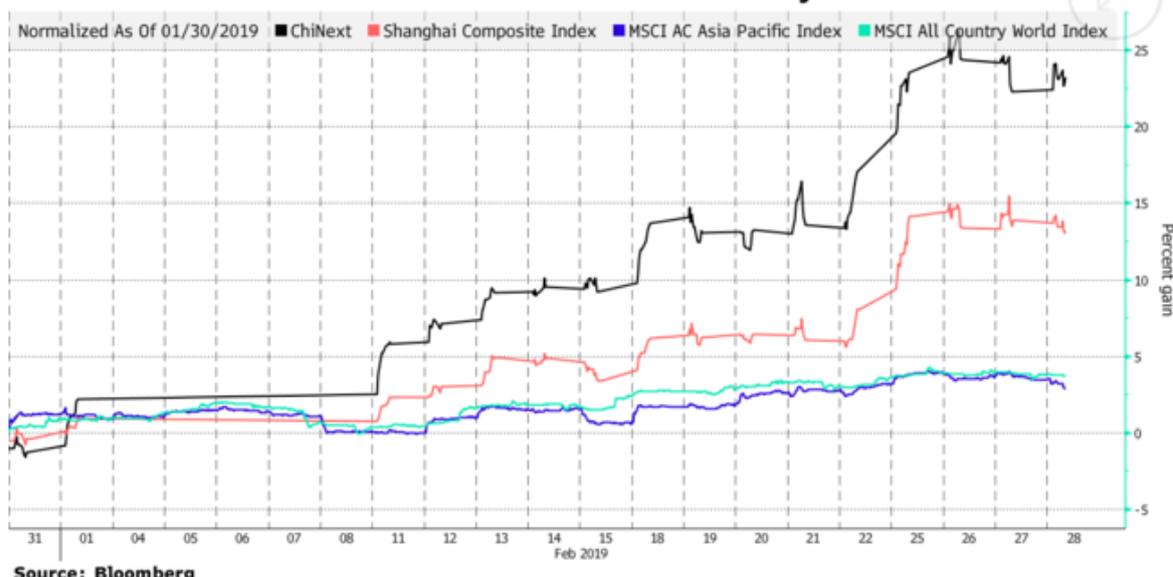
| | Cours de clôture (01/03/2019) | Taux de croissance hebdomadaire | Taux de croissance journalière | Volume hebdomadaire (Mds RMB) | Volume journalier (Mds RMB) |
|---------------|----------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|
| CSI 300 | 3749,71 | 6,52% | 2,19% | 137,64 | 20,47 |
| SSE 180 | 2994,01 | 6,77% | 1,80% | 226,52 | 34,58 |
| SZSE 100 | 9167,65 | 5,97% | 1,50% | 270,55 | 39,99 |
| ChiNext Board | 1567,87 | 7,66% | 2,10% | 61,54 | 9,39 |

Source : Wind

Cependant, des préoccupations subsistent, notamment dans le contexte du ralentissement de l'économie et les réformes en cours du marché des capitaux en Chine. Ni les courtiers ni les fonds communs n'ont été à l'origine de cette augmentation car le volume de leurs transactions n'a pas beaucoup changé, l'essentiel des flux provenant des investisseurs individuels. Certains investisseurs individuels ont considérablement accru leur portefeuille d'actions en le finançant par des emprunts, dans le sillage du *bull market* observé en 2015.

Top of the Class

Chinese stocks have soared in the short month of February



Ce *bull market* a été renforcé par la décision du pourvoyeur d'indice MSCI le 1^{er} mars. MSCI a déclaré qu'il porterait le facteur d'inclusion de 5% des *A-Shares* à 20%, pour certains de ses indices, notamment l'indice *MSCI Emerging Markets*. Il mettra en œuvre l'ajustement en trois étapes cette année au lieu des deux étapes proposées précédemment, en portant le facteur d'inclusion pour les actions à grande capitalisation boursière à 10% en mai, à 15% en août et à 20% en novembre. MSCI cherche également à intégrer les actions de moyenne capitalisation cotées sur le *ChiNext board* très axé sur la technologie.

À l'issue de la mise en œuvre, la pondération globale des *A-Shares* dans l'indice *MSCI Emerging Market* serait portée à 3,3% par rapport au niveau actuel d'environ 0,8%, soit 253 actions à grande capitalisation et 168 actions à moyenne capitalisation de la Chine. Il y aura 27 actions du *ChiNext board* parmi les *A-Shares* à grande et à moyenne capitalisation nouvellement incluses. La nouvelle intégration des actions se concentre sur trois secteurs : la pharmacie, l'électronique et la finance. La poursuite de l'inclusion dans l'indice devrait drainer

en allocation passive des flux entrants d'environ 67,9 Mds USD (soit 457,5Mds RMB), puis actifs, sur le marché boursier chinois, selon *China Securities*.

| Mds RMB | Flux de capitaux nets en janvier | Flux de capitaux nets en février | Flux de capitaux nets (01/03/2019) |
|------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|
| Shanghai Stock Connect | 37,83 | 33,58 | 1,26 |
| Shenzhen Stock Connect | 28,59 | 32,95 | 2,16 |
| Total | 66,42 | 66,53 | 3,41 |

Source : Wind

[Retour au sommaire \(ici\)](#)



ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations US-Chine : un accord pourrait être proche

Les Etats-Unis et la Chine pourraient être proches de conclure un accord. Les négociations se sont poursuivies à Washington du 21 au 24 février. A l'issue de ces négociations, le Président Trump a annoncé via Twitter le report de la date limite du 2 mars pour l'augmentation des tarifs (de 10% à 25%) sur 200 Mds USD d'importations de biens chinois. Les négociations porteraient sur un texte de « 150 pages » selon le Secrétaire américain au Trésor Mnuchin. Le MOFCOM chinois se réjouit de « progrès substantiels » achevés dans les domaines des transferts forcés de technologie, de la protection des droits de propriété intellectuelle, des barrières non-tarifaires, des services, de l'agriculture et des taux de change. Cet accord « historique et remarquable » serait proche d'être conclu, selon Larry Kudlow. De son côté, le Représentant au Commerce Robert Lighthizer se montre plus prudent, affirmant que « beaucoup reste encore à faire » et qu'il est trop tôt pour prédire l'issue des négociations sino-américaines. Les discussions sont en cours pour fixer une rencontre des deux chefs d'Etat.

[Le communiqué de Xinhua](#)

[Le tweet du Président américain](#)

Retour au sommaire ([ici](#))



CLIMAT DES AFFAIRES

Investissements : la Chambre européenne publie son positionnement sur le projet de loi d'investissements étrangers

La Chambre européenne en Chine a publié un communiqué sur le projet de loi chinoise sur les investissements étrangers (voir brèves de la semaine du 24 et du 31 décembre 2018). Le texte était soumis à commentaires jusqu'au 28 février ; pourtant la 2^{ème} lecture du projet s'est tenue avant cette date limite, le 29 janvier. Ainsi, la Chambre exprime son inquiétude face à l'absence de prise en considération des commentaires des entreprises étrangères dans le texte final. Face à une telle pratique, et en l'absence de justification sur les raisons d'une telle urgence accrue, l'on peut questionner les progrès réels dans la mise en œuvre d'un Etat de droit par la Chine, ajoute la Chambre, qui enjoint les autorités chinoises à respecter les périodes de consultations. « *We are concerned that the drafting of the Foreign Investment Law is being squeezed between the normal legislative process and the negotiation table with the US, in part to address the trade conflict* » a commenté le Président de la Chambre, Mats Harborn.

[Le communiqué de la Chambre](#)

Relations US-Chine : AmCham China publie son rapport de sondage sur le climat des affaires en Chine pour 2019

Le 26 février, AmCham China a publié son enquête annuelle sur le climat des affaires en Chine pour l'année 2019. Le rapport se fonde sur les réponses de 314 entreprises à une enquête conduite entre novembre et décembre 2018. Une majorité d'entreprises (62%) a continué d'enregistrer une hausse de leurs revenus en 2018, soit deux points de pourcentage de moins que l'année précédente. La Chine reste un marché prioritaire pour 62% des répondants. Les problèmes règlementaires et de mise en œuvre des lois restent le premier défi rencontré par les entreprises dans la quasi-totalité des secteurs excepté les biens de consommation (pour ce-dernier, le défi le plus important est la hausse des coûts du travail). Cependant, La moitié sont confiants que la Chine prendra des mesures pour ouvrir son marché. La montée des tensions sino-américaines est passée au 2^{ème} et 3^{ème} rangs (suivant les secteurs d'activité) des inquiétudes des entreprises. 65% des répondants indiquent que ces tensions influent leur stratégie d'investissement à long terme, et près d'un quart reportent à plus tard leurs décisions de nouveaux investissements en Chine. Près de la moitié des entreprises américaines disent subir de nouvelles barrières non-tarifaires en Chine (inspections, retards dans les procédures de dédouanement, d'obtention de licences etc.) suite à la mise en œuvre des tarifs bilatéraux.

[Le communiqué de l'AmCham](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Pharmaceutique : la Chine régule dans le domaine de la biotech suite au scandale sur les nourrissons génétiquement modifiés

En novembre 2018, un chercheur chinois basé à l'université de Shenzhen avait affirmé avoir fait naître les premiers nourrissons génétiquement modifiés. Le chercheur aurait modifié leur ADN afin de les rendre résistants au virus du sida. Cette première médicale n'a pas été vérifiée de façon indépendante, les résultats de l'équipe chinoise n'ayant pas fait l'objet d'une publication dans une revue scientifique. L'expérience a été la cible de critiques à l'étranger comme en Chine en raison des implications éthiques (ex: sélection de l'espèce humaine; doutes sur les capacités de ces enfants à résister à d'autres maladies virales).

Face à ce scandale, la Chine vient de rédiger un texte législatif portant sur la modification du génome et autres pratiques dangereuses liées à la biotech. Selon ce nouveau texte, la correction de séquence génomique, le transfert de gènes et la régulation de l'expression des gènes sont considérés comme des technologies à "haut risque". Elles sont de ce fait gérées par le département de la santé du Conseil des affaires d'Etat. Pour mémoire, les techniques d'édition de l'ADN des cellules reproductrices sont interdites en Europe et aux Etats-Unis. En Chine, jusqu'à présent, des lignes directrices de niveau ministériel interdisaient la recherche sur embryon « violant des principes éthiques et moraux ». Des lignes directrices sur l'éthique publiées en 2003 indiquaient que la correction de séquence génomique était autorisée dans le cadre de la recherche, mais l'embryon ne pouvait dater de plus de 14 jours.

Automobile : Hyundai envisage de réduire ses capacités de production en Chine

Au cours d'une réunion avec des analystes et des investisseurs, le Président Directeur Général (PDG) de Hyundai, Lee Won Hee a annoncé que l'entreprise considérait réduire ses capacités en Chine en raison de la baisse de ses ventes. Les ventes de Hyundai en Chine ont chuté de 23% au quatrième trimestre en raison de la faible attractivité de ses modèles face aux concurrents chinois et étrangers et du recul du marché. L'entreprise a déjà engagé des procédures de départs à la retraite volontaires pour ses employés chinois. Selon le PDG de Hyundai, General Motors, Ford et Honda sont également en train de réduire leurs capacités de production.

Pour mémoire, pour la première fois depuis 1992, les ventes de véhicules de tourisme ont chuté en 2018 pour atteindre le nombre de 23,71 M. Selon la *China Association of Automobile Manufacturers* (CAAM), cela représente une baisse de 4,1% par rapport à 2017. Plusieurs raisons sont attribuées à ce recul : saturation du marché, retrait de certaines subventions, environnement des affaires pessimiste en raison du ralentissement de l'économie chinoise et de la guerre commerciale, et difficultés d'accès au financement pour les consommateurs avec la fermeture de plusieurs plateformes P2P.

TIC : Huawei et Xiaomi présentent leurs téléphones 5G au World Mobile Congress (Barcelone)

Le salon de la téléphonie mobile de Barcelone (MWC) a eu lieu le 25 février 2019. Au cours de l'évènement, les fabricants de smartphones chinois ont pu démontrer leurs dernières technologies, notamment des smartphones compatibles avec la 5G.

Huawei, le deuxième fabricant de smartphones au monde, a présenté son nouveau téléphone pliable, le Mate X, compatible avec les futurs réseaux 5G. L'entreprise a souhaité profiter de l'évènement pour recentrer sa communication sur l'innovation plutôt que les enjeux de cybersécurité. L'année 2018 a été en effet marquée par le bannissement des équipements Huawei des futurs réseaux 5G aux Etats-

Unis mais également en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Japon. Ces pays soupçonnent l'existence de *backdoors* et un rapprochement de l'entreprise avec les autorités chinoises dans le cadre de la loi cybersécurité (celle-ci impose la coopération des entreprises avec les enquêteurs chinois). En Europe, le principal opérateur britannique, BT, la République Tchèque et l'opérateur français Orange ont d'ores et déjà annoncé que Huawei ne participerait pas au déploiement de leur réseau 5G. Néanmoins, certains pays continuent de faire confiance au premier équipementier chinois. C'est le cas de l'Arabie Saoudite qui a annoncé cette semaine qu'elle utiliserait la technologie Huawei pour son réseau 5G. De son côté, Xiaomi a présenté 2 modèles de smartphones se focalisant sur une amélioration de l'autonomie de la batterie, une plus grande résolution de l'écran et une compatibilité avec la 5G. Pour mémoire, Xiaomi détient 6% des parts de marché au niveau mondial au quatrième trimestre 2018. L'entreprise est le 5ème vendeur de smartphone au monde en 2018 (derrière Samsung, Huawei, Apple et Oppo). Elle est présente en Europe depuis 2017 avec une première boutique en Espagne. Elle en compte désormais près de 50 et a pour ambition de tripler son nombre de magasins en Europe d'ici la fin de l'année 2019. La stratégie de Xiaomi est de trouver de nouveaux débouchés suite au ralentissement du marché chinois, son premier marché, où les ventes de smartphones ont baissé de 11% en 2018 selon le cabinet d'analyse Counterpoint. Dans un tel contexte, l'entreprise a annoncé en janvier 2019 qu'elle rachèterait une partie de ses actions dans un effort de rassurer les investisseurs et relancer le cours de son action.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : la CoP15 « Biodiversité » aura lieu à Kunming (Sud de la Chine).

La 15^{ème} Conférence des Parties (CoP15) « Biodiversité » aura lieu en 2020 à Kunming (province du Yunnan - Sud de la Chine), a confirmé M. LIU Youbin, Porte-parole du Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE), lors d'une conférence de presse tenue le 28 février au MEE.

Le choix de tenir la CoP15 à Kunming a été décidé pendant une réunion du Comité national pour la conservation de la biodiversité présidée par le Vice-Premier ministre M. HAN Zheng le 13 février.

Energie: publication du rapport « Charbon 2018 » de l'Agence internationale de l'énergie à Pékin le 25 février

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié son rapport « Charbon 2018 » (état du secteur mondial du charbon et perspectives à l'horizon 2023) à Pékin le 25 février au cours d'une conférence co-organisée avec l'entreprise chinoise *CHN Energy*.

Selon le rapport, la Chine a représenté 48% de la consommation mondiale de charbon en 2018. Elle a installé au cours de l'année 40 GW de nouvelles capacités d'usines électriques utilisant le charbon (+4% de capacités en plus par rapport à 2017). Cependant la consommation de charbon de la Chine devrait désormais décroître de l'ordre de 0,5% chaque année jusqu'à 2023.

Au-delà de la faible baisse de la consommation de charbon envisagée dans les années à venir, la Chine entend poursuivre la modernisation de ses installations pour continuer à réduire les émissions de particules des centrales à charbon, y compris de dioxyde de soufre (SO₂) et d'oxydes d'azote (NO_x), et continuer à développer des technologies de capture du CO₂.

Energie : projet de création d'une nouvelle compagnie chinoise de gestion des oléoducs et des gazoducs

Selon les informations relayées par *China Daily* et par *Reuters*, la Chine pourrait annoncer cette année la création d'un nouveau groupe dans le secteur des hydrocarbures, qui reprendrait les activités des entreprises d'Etat, CNPC, Sinopec et CNOOC, en matière d'oléoducs et de gazoducs longue-distance. Cette opération permettrait à ces trois entreprises de se concentrer sur leur cœur de métier, c'est-à-dire l'exploration et l'exploitation. Selon *Reuters*, la création de ce nouveau groupe, aurait reçu l'approbation de la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC); le dossier serait maintenant au niveau du Conseil des affaires d'Etat.

Pour mémoire, la Chine, premier importateur de pétrole au monde et deuxième plus grand consommateur de cette ressource, poursuit des efforts d'augmentation de sa production nationale de pétrole. A titre d'illustration, CNOOC aurait investi 8,4 Mds EUR en 2018 principalement en Chine, ces investissements en hausse étant en partie liés à l'augmentation des activités d'exploration.

Transports : le Conseil des affaires d'Etat a organisé une conférence de presse sur les transports le 28 février

Pendant une conférence de presse sur les transports organisée par le Service d'information du Conseil des affaires d'Etat (en anglais SCIO) le 28 février, M. LI Xiaopeng, Ministre des transports, et M. LIU Xiaoming, Vice-Ministre des transports, ont présenté les activités en matière de transports en Chine en 2018.

M. LI Xiaopeng a insisté sur le développement du transport ferroviaire sachant que 800 Mrds yuans CNY (env. 105 Mrds EUR) ont été investis dans le ferroviaire et plus de 2600 km de nouvelles lignes ont été mises en service l'an dernier. Le transport ferroviaire de fret a continué à croître en 2018 (env. 340 millions de tonnes supplémentaires par rapport à 2017).

MM. LI Xiaopeng et LIU Xiaoming ont répondu aux questions des journalistes concernant la construction des routes en zones rurales, le développement des véhicules autonomes, le développement du réseau de transport dans le « Jing-Jin-Ji » (régions de Pékin, de Tianjin et de la province du Hebei), le renforcement des voies de communication dans la « Greater Bay Area » (« Grande baie » entre Canton, Hong-Kong et Macao), l'avancement de la construction du nouvel aéroport international de Pékin à Daxing (mise en service prévue en octobre 2019), etc.

Transports : réorganisation de la *China Railway Corporation*

La *China Railway Corp.* (CRC), entreprise ferroviaire d'Etat chinoise en charge de l'exploitation du réseau ferroviaire, a récemment entrepris plusieurs opérations de réorganisation de ses activités en vue de lever des fonds sur les marchés nationaux et de diversifier ses sources de financement. D'abord CRC a annoncé mi-février avoir vendu 15% de ses parts dans la société *China Railway Special Cargo*, société spécialisée dans le transport de fret y compris routier, pour 2,4 Mds de CNY (env. 315 M EUR) à six entreprises chinoises parmi lesquelles figurent JD Logistic et Dongfeng. Par ailleurs, la filiale de CRC *Beijing-Shanghai High-Speed Railway Co.* en charge de l'exploitation de la ligne Pékin-Shanghai, ligne la plus rentable du réseau à grande vitesse, prévoit de lever des fonds via une introduction en bourse (*A-shares*).

Pour mémoire, le modèle de développement du secteur ferroviaire chinois a fait l'objet de critiques en janvier dernier. En particulier, M. ZHAO Jian, Directeur du Centre de recherche chinois sur l'urbanisation à l'Université des transports à Pékin, avait publié dans le quotidien *Caixin* une tribune insistant sur la nécessité de mieux maîtriser la dette de CRC et celle liée aux infrastructures ferroviaires.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

HONG KONG et MACAO

Economie : la croissance du PIB de Hong Kong en 2018 (+3%) a ralenti par rapport à celle enregistrée en 2017 (+3,8%)

Après un début d'année très dynamique (croissance du PIB de +4,6% et +3,5% aux T1-2018 et T2-2018), la croissance a ralenti au 3^e trimestre (+2,8%) et surtout au dernier trimestre de l'année 2018 (+1,3%). La croissance s'établit en 2018 à +3%, soit la fourchette basse des prévisions du gouvernement dans le projet de budget 2018/19 (3-4%).

Hong Kong, économie très ouverte (le commerce extérieur représente trois fois le PIB), a pâti d'un environnement régional et mondial moins porteur, dans un contexte de montée des tensions commerciales sino-américaines et de ralentissement de l'activité en Chine continentale, qui représente 50% des échanges de biens de Hong Kong et sa 1^{ère} source de touristes : 51 millions en 2018 soit 78% du nombre total de visiteurs (65 millions).

L'année 2018 a par ailleurs été marquée par la résilience de la consommation privée (+5,6% contre +5,5% en 2017) et par une décélération de l'investissement des entreprises (+2,2% contre +2,8% en 2017), en particulier dans l'immobilier et la construction (-0,7% sur l'année, -6% au T4-2018). L'économie hongkongaise est cependant en situation de plein emploi avec un taux de chômage à 2,8% au 1^{er} janvier, soit son niveau le plus faible en vingt ans.

Pour 2019, la prévision de croissance du gouvernement s'établit entre 2 et 3%.

Budget : le Secrétaire aux finances de Hong Kong, Paul Chan, a présenté le 27 février le projet de budget pour l'année budgétaire 2019/20

Ce projet de budget s'appuie sur la situation très solide des finances publiques hongkongaises : le surplus budgétaire cumulé atteint désormais 40,8% du PIB (pour un endettement quasi nul à 0,1% PIB) avec un excédent au cours de l'exercice 2018/19 de 58 Mds HKD soit 2 points de PIB. Le niveau des dépenses publiques atteindra 21,6% du PIB en 2019/20 (organismes publics indépendants inclus), soit un niveau relativement faible pour un pays développé, mais en légère progression par rapport aux niveaux observés depuis la crise financière de 2008 (19,3% pour l'année fiscale 2017-2018). Trois priorités se dégagent, en ligne avec les annonces de la Cheffe de l'Exécutif, dans son discours de politique générale d'octobre 2018 : (i) l'innovation, avec une attention particulière accordée aux technologies de l'information et de la communication ; (ii) le maintien de la compétitivité des secteurs qui constituent des piliers de l'économie hongkongaise, notamment les services financiers, la logistique et le tourisme ; (iii) la santé, avec une hausse de +10,9% des dépenses publiques dans ce domaine, qui seront portées à 80,6 Mds HKD, pesant ainsi 18,3% de la dépense publique totale (second poste de dépenses après l'éducation, à 20,5%).

Economie : le PIB de Shenzhen dépasse pour la 1^{ère} fois celui de Hong Kong

Selon les statistiques officielles du gouvernement de la municipalité de Shenzhen, le PIB nominal de Shenzhen a atteint 2 420 Mds RMB en 2018, soit une hausse de +7,6% en glissement annuel (inférieure à l'objectif de croissance du gouvernement de +8%). Converti en dollars hongkongais au taux annuel



de 1,1855 HKD pour 1 RMB fixé par le Bureau des statistiques hongkongais, il atteint 2 870 Mds HKD et dépasse celui de Hong Kong, à 2 850 Mds HKD.

Le PIB par habitant de Shenzhen est cependant encore très inférieur à celui de Hong Kong, à 200 000 RMB contre 322 000 RMB. Les prévisions de croissance du gouvernement hongkongais pour l'année 2019, publiées le 27 février, sont comprises entre 2 et 3%, mais s'appuient sur un scénario postulant une absence d'escalade des tensions commerciales sino-américaines. Le gouvernement de Shenzhen a pour sa part annoncé un objectif de croissance du PIB de +7%.

Retour au sommaire ([ici](#))

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Zilan Huang, Anne-Victoire Maizière, Camille Bortolini, Furui Ren, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Rodolphe Girault

Revu par : Pierre Martin, David Karmouni, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault

Responsable de publication : Philippe Bouyoux

